

Rencontre historique Chine-Taiwan

Barthélémy Courmont*

Le 4 novembre 2008 restera une date historique pour les Etats-Unis avec l'élection de Barack Obama, mais également pour la relation Chine-Taiwan. Pour la première fois depuis la sécession de l'île en 1949, un haut responsable chinois, Chen Yun-lin, qui dirige l'Association chinoise pour les relations inter-détroit (ARATS), principal interlocuteur de Taiwan, rencontra son homologue taiwanais Chiang Pin-kung à Taipei. Chen rencontra même brièvement le président taiwanais Ma Ying-jiou, pour ce qui restera le symbole d'un rapprochement historique entre les deux entités rivales (Taiwan et la Chine ne se reconnaissent pas, et Pékin continue de pointer plusieurs centaines de missiles sur ce qu'elle estime être une province rebelle). Au menu des rencontres, renforcement des liens économiques et commerciaux entre les deux rives du détroit, échanges touristiques et sécurité alimentaire (après l'affaire du lait chinois frelaté).

UNE RENCONTRE HISTORIQUE

En accueillant Chen Yun-lin, Chiang Pin-kung a qualifié cette visite « *de moment historique dans les échanges trans-détroit que nous attendions depuis 60 ans* ». Jamais en effet un officiel chinois de ce niveau ne s'est rendu à Taiwan depuis la séparation des deux entités. Le dialogue entre les deux rives du détroit engagé au début des années 90 avait subitement pris fin en 1995 avec les menaces chinoises, et des tirs de missiles d'intimidation. Par la suite, le ton est nettement monté avec la présidence de l'indépendantiste Chen-Shui-bian (2000-2008). Mais depuis mars dernier, les perspectives d'une reprise du dialogue ont repris, et cette visite historique n'est qu'un nouveau pas franchi dans le rapprochement inter-détroit. « *Un développement pacifique est le souhait des deux parties. La communication encouragera l'établissement d'une confiance mutuelle et la coopération conduira à une situation gagnant-gagnant* », a ainsi déclaré Chen Yun-lin à son arrivée à l'aéroport de Taipei, accompagné d'une soixantaine de responsables, hommes d'affaires et journalistes chinois. « *La glace entre les deux parties a été rompue, la voie a déjà été ouverte* », a pour sa part noté Wang Yi, directeur du Bureau des affaires taiwanaises du gouvernement chinois.

DE NOUVEAUX ACCORDS SIGNES ENTRE LES DEUX ENTITES

Les pourparlers inter-détroit permirent de confirmer les discussions directes qui ont eu lieu en juin dernier à Pékin entre la Chine et Taiwan, les premières depuis 1995. Hautement symbolique, cette reprise du dialogue avait notamment débouché sur la signature d'accords prévoyant la mise en place de vols réguliers entre les deux territoires ainsi qu'un plus grand accès de l'île aux touristes chinois. Depuis le mois de juillet, les échanges de personnes ont ainsi considérablement évolué. Par ailleurs, les deux parties ont annoncé que les liaisons aériennes allaient être prochainement triplées pour atteindre 108 vols par semaine et que 21

* responsable du Bureau IRIS à Taiwan. Vient de publier *Taiwan, de l'autre côté du détroit. Enquête sur une identité*, aux éditions Le Félin.

viles chinoises supplémentaires seraient desservies. Les liaisons maritimes (notamment pour les cargos, celles des passagers pouvant être à l'ordre du jour d'une future rencontre), les services postaux et la sécurité alimentaire furent également au programme des rencontres officielles avec Chen Yun-lin, qui resta cinq jours à Taipei. Depuis l'arrivée au pouvoir de Ma Ying-jiou (Kuomintang, parti de Chang Kai-shek, et rival historique de Pékin), les tensions inter-détroit se sont considérablement apaisées, le nouveau président taiwanais ayant fait du rapprochement économique avec Pékin la priorité de son mandat. Parmi les accords prévus sur le moyen terme figure ainsi la signature d'une zone de libre-échange, qui viendrait sceller l'interdépendance économique entre les deux rives du détroit.

LA QUESTION DE LA SOUVERAINETE RESTE TABOUE

Ma Ying-jiou l'avait clairement annoncé avant l'arrivée de Chen Yun-lin à Taipei, la question de la souveraineté de Taiwan n'a pas été abordée lors des rencontres, et sur ce terrain, le président taiwanais a promis qu'il ne « cèderait pas d'un iota ». La délégation chinoise n'a pas cherché à provoquer Taiwan sur ce point sensible. Certains analystes taiwanais estiment qu'en concrétisant le rapprochement économique avec la Chine, sans que la question de la souveraineté taiwanaise soit remise en question, le président Ma marque des points, et confirme ainsi les éléments du programme autour duquel il a été élu en mars dernier. Les accords signés sont donc une victoire politique pour lui, et pour le Kuomintang, qui a troqué depuis plusieurs années sa toque d'ennemi juré de Pékin pour adoucir sa position. Ma a fait le pari que la perspective d'une confrontation armée s'éloignera progressivement si Taiwan et la Chine parviennent à dialoguer. Côté chinois, après des années d'une relation très tendue, sous la présidence taiwanaise de Chen Shui-bian, l'assurance d'une non déclaration d'indépendance et du maintien du *statu quo* sont également perçus très favorablement, et pourraient ainsi permettre d'étendre la coopération à tous les domaines autres que ce qui touche à la souveraineté.

LES INDEPENDANTISTES DANS LA RUE

En quête de repères après ses défaites électorales et les déboires de son ancien dirigeant (Chen Shui-bian et son entourage pourraient être inculpés dans les prochains jours pour corruption), l'opposition taiwanaise du DPP (parti au pouvoir jusqu'à la présidentielle de mars dernier), favorable à l'indépendance de Taiwan, a vivement réagi contre la visite de Chen Yun-lin, accusant Ma Ying-jiou de « vendre Taiwan à la Chine », et de trahir son peuple. De nombreuses manifestations ont ainsi été organisées tout au long de la visite de Chen Yun-lin, donnant lieu à des débordements inhabituels dans une île généralement très calme, et plusieurs dizaines de policiers ont été blessés par des manifestants incontrôlables. Les autorités de Taipei ont mis en place un important dispositif de sécurité pour assurer la sécurité de Chen Yun-lin et de sa délégation, mais parvenant difficilement à assurer l'ordre. Le mois dernier, son adjoint Zhang Ming-ging, en visite à Taiwan, avait été bousculé et jeté à terre par des manifestants hostiles à Pékin, ce qui avait poussé le gouvernement taiwanais à adresser des excuses à Pékin, et à s'inquiéter de débordements mal contrôlés par l'opposition, et jugés peu responsables. Les débordements, très largement relayés dans les médias, ternissent quelque peu l'image du DPP, qui parvient difficilement à assumer son rôle de principal parti d'opposition, et a fait de la relation avec la Chine une question d'honneur plus qu'un véritable programme politique. Ainsi, ce n'est pas le droit de manifester qui est au cœur des débats, mais celui de la responsabilité des partis politiques en cas de débordements et d'actes de violence. Détail intéressant, interrogé sur l'ampleur des manifestations (dont les incidents le soir du 5 novembre, qui le bloquèrent dans un grand

hôtel de Taipei), Chen Yun-lin, plutôt que de nier l'existence de la liberté d'expression à Taiwan, a préféré chercher à rassurer le DPP, expliquant qu'il espère à terme pouvoir les convaincre que le rapprochement est souhaitable pour tous. Gageons que ses propos n'apaiseront pas les tensions, qui traduisent les difficultés qu'éprouvent les Taiwanais à se définir face à leur puissant voisin. Entre désir de ne pas « rater » le train de la croissance chinoise et volonté d'affirmer les particularismes que 60 ans d'indépendance *de facto* ont imposé à Taiwan, la petite île s'interroge sur son identité, et le rapprochement économique avec la Chine est au centre de tous les débats politiques de la jeune démocratie.